

Brochure n° 3605 | Convention collective nationale

IDCC : 7013 | **ÉTABLISSEMENTS D'ENTRAÎNEMENT DE CHEVAUX DE COURSES AU TROT**

Brochure n° 3615 | Convention collective nationale

IDCC : 7014 | **ÉTABLISSEMENTS D'ENTRAÎNEMENT DE CHEVAUX DE COURSES AU GALOP**

## Avenant n° 19 du 20 novembre 2020

NOR : AGRS2197038M

IDCC : 7013, 7014

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Association des entraîneurs de galop ;**

**Syndicat national des entraîneurs, drivers et jockeys de chevaux de courses au trot en France,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Fédération générale agroalimentaire FGA CFDT ;**

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FGTA FO ;**

**Fédération CFTC-Agriculture,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Les partenaires sociaux signataires de l'accord national de prévoyance du 8 juin 1989, institué dans le cadre de la convention collective nationale des centres d'entraînement de chevaux de courses au galop, et de la convention collective nationale d'entraînement de chevaux de courses au trot, réunis en comité de pilotage et de gestion, décident d'apporter la modification suivante à l'accord national de prévoyance du 8 juin 1989 :

« Modification de la cotisation du régime frais de santé »

### Article 1<sup>er</sup> | Révision de l'article 5 « Cotisation »

L'article 5 « Cotisation » est modifié comme suit :

« Santé : le financement de la garantie santé est assuré par une cotisation à la charge de l'employeur et du salarié à hauteur de 50 % chacun.

Catégorie	Cotisation en euros au 1 <sup>er</sup> janvier 2021
Salarié non-cadre	44,54

L'évolution de cette cotisation sera automatiquement indexée au 1<sup>er</sup> de chaque année en fonction de l'évolution du plafond mensuel de la sécurité sociale. »

## **Article 2 | Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés**

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de frais de santé dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective et ce quel que soit leur effectif.

## **Article 3 | Date d'entrée en vigueur**

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

En tout état de cause, l'ensemble des dispositions prévues par le présent avenant prévalent sur l'avenant précédemment signé (avenant n° 18 du 20 novembre 2019).

## **Article 4 | Dépôt et extension du présent avenant**

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée en application des articles L. 2261-15 ; L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail.

*Fait à Paris, le 20 novembre 2020.*

(Suivent les signatures.)